

RACES, DYNAMISME SOCIOPOLITIQUE ET IDENTITÉ AU MEXIQUE

Kouakou Laurent LALEKOU

Département d'Études Ibériques et Latino-Américaines (DEILA)

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Fohundy08042013@gmail.com / Imoyerlk@yahoo.fr

Résumé¹ : Au Mexique, l'identité nationale a oscillé entre la blanche, l'indienne et la métisse. Ces différentes temporalités amènent à analyser le rôle des facteurs raciaux dans le processus identitaire, leurs conséquences sur le développement et les avantages aujourd'hui d'une construction sociale plurielle. Ce travail qui s'inscrit dans une perspective analytique, montre comment les questions raciales ont imposé aux luttes sociales et politiques leur dynamique.

Mots-clés : Races, dynamisme sociopolitique, identité, Mexique.

Abstract: In Mexico, national identity has oscillated between the White, Indian and mixed race. These different temporalities lead to an analysis of the role of racial factors in the identity process, their consequences on development and the advantages today of a plural social construction. This work, which is part of an analytical perspective, shows how racial issues have imposed their dynamics on social and political struggles.

Keywords: Breeds, socio-political dynamism, identity, Mexico.

Introduction

Le Mexique a une population composite. On y trouve des amérindiens, des blancs et des noirs. Ces trois principaux groupes ont, à travers le métissage, donné de nombreuses variantes. Pour ces groupes et leurs descendants, l'histoire fut déterminante. Elle fit des uns des vainqueurs (espagnols), et des autres des vaincus ou des esclaves. Cette catégorisation fondée sur la race, a donné aux classes sociales et à la liberté, une couleur. Être noir était synonyme d'être esclave, et être blanc ou indien voulait dire être libre. Ainsi, plus la peau était claire mieux c'était. La couleur, grande constante de l'identité au Mexique, a imposé à toutes les luttes sociales et politiques, sa dynamique. Cela a fait de l'identité une réalité définie au gré du moment.

Il sera tantôt question d'hispanité, tantôt de créolité, d'indianité ou de métissage. La couleur de peau comme marqueur social et identitaire est aussi

¹ *Resumen*: Razas, dinamismo sociopolítico e identidad en México

En México, la identidad nacional ha oscilado entre blanco, indio y mestizo. Estas diferentes temporalidades nos llevan a analizar el papel de los factores raciales en el proceso de identidad, sus consecuencias para el desarrollo y las ventajas actuales de una construcción social plural. Este trabajo, que se sitúa en una perspectiva analítica, muestra cómo los problemas raciales han impuesto su dinámica a las luchas sociales y políticas.

Palabras clave: Razas, dinamismo sociopolítico, identidad, México

vieille que les questions indienne et noire au Mexique, et avec elles les stéréotypes et stigmates qui s'y rapportent. À partir des années 1970, la crise du modèle révolutionnaire institué en 1946 a entraîné une montée des revendications ethniques. Au niveau indien, cela a favorisé la naissance, en 1993, de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), mouvement qui trouve ses origines dans les années 1970². Au niveau des noirs, on va assister à une mobilisation politique d'organisations civiles et communautaires. À la différence des mouvements indiens, elle est plus le fait d'une construction intellectuelle, politique et juridique, fondée sur l'identification de traits culturels et phénotypiques, dits « spécifiques » (Lara, 2011). Cela a commencé avec les études ethno-historiques d'Aguirre Beltrán dans les années 1940.

Cependant, il a fallu attendre jusqu'au milieu des années 1980, pour voir émerger le thème « afro » avec la *Dirección General de Culturas Populares*³, créée en 1978. Cette institution chargée d'étudier, conserver, diffuser et développer les cultures populaires au Mexique, en fera la promotion à travers le programme de « *La tercera raíz* » ou troisième racine, visant à faire reconnaître les apports culturels des populations d'origine africaine. Au regard de ce processus identitaire national mexicain, quelles furent les modalités d'inclusion raciale ou ethnique ? Comment ont-elles impacté le développement économique, politique, social et culturel ? Que révèlent les mobilisations à caractère ethnique actuelles ? Quel est l'intérêt d'une construction identitaire ethnico-raciale « nouvelle » au Mexique ?

L'objectif de ce travail est d'analyser, dans une perspective historique, le rôle joué par les facteurs raciaux dans les luttes sociales et politiques au Mexique pour appréhender leurs conséquences sur le développement et les avantages aujourd'hui, d'une construction sociale plurielle.

1. Le rôle des facteurs raciaux dans le processus identitaire

Au Mexique, la compréhension de la dimension ethnico-raciale de l'identité passe par celle du mode de construction des catégories ethniques ou raciales. Cette construction attribue à « la différence » un rôle majeur dans la négociation des relations sociales, et à « la race » une place centrale dans la constitution de cette différence (Hoffmann, 2011, p.18). Ainsi, s'appuyant sur l'histoire de la conquête et de la colonisation, elle met face à face des noirs, des indiens et des blancs, qui sont non seulement des groupes d'origines diverses mais aussi des catégories ethniques et raciales porteuses d'expériences distinctes. Ces expériences vont être déterminantes dans la perception et la valorisation de la différence entre les groupes. Dans le contexte mexicain, la perception de la différence à travers le prisme de « la race », non seulement a donné lieu à « des processus de domination / subordination », mais aussi et surtout permis de les justifier (Lara, 2011). Les blancs qui appartiennent à la race européenne sont considérés comme les plus évolués. C'est une race qui a lutté tout au long de son histoire avec d'autres. Ce qui explique sa grande efficacité dans l'action. Quant aux indiens, ils appartiennent à une race qui a

²EZLN est née du Parti des forces de libération nationale (PFLN).

³Direction Générale des Cultures Populaires

vécu dans l'isolement jusqu'au XVI^e siècle, en marge de la compétition interraciale. Pour cette raison, ils sont jugés peu évolués. A cela s'ajoute le fait qu'ils aient été vaincus lors de la conquête. Les noirs, vaincus, déportés et réduits à l'esclavage dans le *Nouveau Monde*, constituent le maillon faible. Ils ne bénéficient ni d'avantage lié à l'efficacité, ni de privilège attaché au nouvel environnement. Le statut des métis et autres groupes intermédiaires est dicté par leurs confluences.

Ce n'est pas « la race » qui fait la différence, mais la différence qui fait la race (Memmi, 1994[1982]). Cette différence construite en grande partie sur la base des rencontres coloniales et leurs héritages nationaux, eut pour fonction d'établir et légitimer une domination, celle des espagnols ou nouveaux patrons des indes. Tout commence par une appropriation conceptuelle du territoire (Ceceña Alvarez, 2012). En 1521, la Mésoamérique est rebaptisée la *Nouvelle Espagne* après la conquête. A travers cette autre dénomination, il s'agissait de l'*hispaniser* afin de l'intégrer au royaume et en faciliter l'administration. Ce processus de domination et d'assimilation fut le début d'une négation institutionnalisée de l'altérité. Ailleurs comme ici, la logique coloniale fut la même. Il s'agissait de rendre les populations sous domination, semblables au colon de sorte qu'elles ne soient plus colonisables (Towa, 1971, p.39). Pour y parvenir, la société coloniale va être fondée sur un système de castes.

Au début de la colonisation, il n'existait que trois principales castes : les blancs, les indiens et les noirs. A ces castes, s'en ajoutaient une foule d'autres, suivant les mélanges qui s'opéraient entre les différentes races. Le statut social des individus était dès lors défini à la naissance. Et comme dans la colonie, la qualité de blanc avait fini par constituer une sorte de noblesse. Sa revendication fera l'objet de différentes stratégies. Certains le faisaient en justice. D'autres par contre, compte tenu de leur apparence physique, furent déclarés comme étant de race blanche par les parents au moment du baptême. D'autres s'arrangeaient à avoir des enfants avec des blancs pour que leurs descendances aient, il ne serait-ce qu'un peu de ce sang. Toutes ces catégories raciales qui faisaient l'originalité de la société coloniale, vont en être la plus grande faiblesse en ce sens que la caste va devenir le lieu par excellence de la lutte politique autour du pouvoir, de l'appartenance et de l'identité.

Entre 1521 et 1821, la Couronne a nommé directement ses représentants en Nouvelle Espagne. Les vice-rois, les hauts fonctionnaires de l'administration civile et de l'armée étaient désignés parmi les péninsulaires. Cela a marqué le début de la discrimination entre la race hispanique et la race ibéro-américaine, étant donné que le concept de race prenait en compte de manière indissociable le biologique (le sang) et le culturel. A travers l'envoi de ces intermédiaires espagnols que l'on appelait de façon très péjorative *gachupines*, la Couronne essayait de maintenir son pouvoir sur ses colonies. L'arrivée de ces espagnols a qui étaient accordés toutes sortes de privilèges, rencontrait souvent la désapprobation des créoles qui détenaient une certaine position sociale, mais qui ne pouvaient pas occuper de postes politiques. La rivalité entre ces deux catégories de la classe dominante va s'étendre sur plusieurs siècles jusqu'à son exacerbation au moment des guerres d'indépendance. L'aversion des

« espagnols américains » envers les « péninsulaires » était liée à la primauté d'honneur accordée aux seconds. La raison fondamentale était des préjugés en rapport avec les pratiques du *Nouveau Monde*.

Les créoles étaient nourris au lait de femmes indiennes ou noires. Selon certains préjugés ceux-ci auraient tété dans leurs seins le goût prononcé pour les femmes mulâtres ou autres castes intérieures. Ces préjugés restés tenaces ont fait que les créoles bien qu'étant de vrais espagnols, n'ont pu jouir de leurs droits et en être jugés que par eux (Solórzano Pereira, 1979). Le maintien de la suprématie du sang ibérique qui semblait injuste aux yeux des créoles, va les amener à trouver d'autres appuis, en dehors de l'Espagne. Cela va d'une part se traduire par des cultes différents. Les créoles au lieu d'être des dévots de la Vierge du Pilier de Saragosse comme leurs parents péninsulaires, vont quant à eux vénérer la Vierge de Guadalupe. Au plan intellectuel, des créoles comme Francisco Javier Clavijero et Servando Teresa de Mier vont élever la Nouvelle Espagne au rang d'une patrie qui serait l'égale de l'Espagne en dignité et en droit. Cette dissidence « des esprits et des cœurs » va atteindre son point de non-retour avec l'invasion napoléonienne de l'Espagne et conduire à l'indépendance en 1821.

Les créoles n'étaient pas les seuls à mal vivre cette situation. Les métisses, les indigènes et les noirs la trouvaient tout aussi injuste. Face à ce malaise social, il a suffi l'invasion de l'Espagne par Napoléon en 1808 pour que la Nouvelle-Espagne devienne le théâtre de mouvements de revendications patriotiques. Le ton fut donné par Miguel Hidalgo. Ce curé de Dolores décide le 16 septembre 1810 de marcher sur Mexico. Le mouvement en faveur de l'indépendance se transforma en une lutte sociale et économique des masses contre les classes dominantes (espagnole et créole). Devant ce péril populaire, les créoles étaient unanimes : il fallait défendre les intérêts acquis. Beaucoup de leaders insurgés vont succomber face à cette unanimité créole. Miguel Hidalgo est fusillé en 1811 et à sa suite, María Morelos en décembre 1815.

Les créoles tenus à l'écart des postes clés en Amérique, plus particulièrement en Nouvelle Espagne, voulaient à travers la révolution d'indépendance, reconduire la structure interne du pouvoir (Zea, 1977, p.4). En d'autres termes, ils voulaient que change simplement la situation politique. Les métis, les indigènes et les noirs, eux, souhaitaient une révolution sociale. Ces différentes attentes ont conduit à des conflits d'intérêts. Les créoles, minorité dominante à la fin du XVIII^e siècle étaient d'un côté opposé aux péninsulaires, considérés comme des envahisseurs et de l'autre, aux autres catégories raciales qui voulaient un changement en profondeur de la société mexicaine. Malheureusement, cette revendication niveleuse fondée sur les critères raciaux, tant souhaitée par les masses ne pourra pas être satisfaite. L'indépendance de ce fait, n'eut pas le même sens pour les créoles et les autres catégories raciales au Mexique. Si pour les premiers l'objectif recherché fut largement atteint, pour les seconds, la vraie révolution restait à venir. L'indépendance ayant été obtenue « sans décolonisation », elle ne put donc porter les fruits escomptés.

2. L'impact des politiques raciales sur le développement

En 1821, la Nouvelle Espagne accède à l'indépendance et devient le Mexique. La situation sociale cependant reste immuable, les privilèges de la colonie ayant engendré ceux de la République. La minorité créole arrive au pouvoir avec l'indépendance. Comme les péninsulaires, elle sera en présence de populations métisse, indienne et noire, étant donné la persistance de certaines injustices héritées de la colonisation. Ces mêmes injustices vont continuer à alimenter les luttes sociales et politiques. Les créoles une fois au pouvoir tentent de résoudre les dissensions liées à la diversité des situations nationales. Ils adoptent un programme libéral et proclament l'égalité de tous les mexicains. Selon cette fiction politique, il ne devait avoir ni créoles ni indiens, mais des pauvres et des riches (Mora, 1837, p.CCLXIII). La Constitution Fédérale de 1824, pour entériner cette nouvelle donne politique, ne fit ni référence à l'ethnie ni à la race. Pour fonder cette égalité juridique, on supprime les privilèges et/ou obligations spécifiques que la puissance coloniale attachait aux catégories raciales. Cette articulation de l'État, du droit et de la réalité ethnico-raciale, a entraîné la spoliation des populations indigènes. Cela fut à l'origine de nombreux soulèvements au XIX^e siècle. En 1825, à peine quelques mois après l'adoption de la constitution du nouvel État, Juan Banderas ou Juan Ignacio Juzucanea, un indien du Nord, pour protester contre la décision du nouvel État mexicain d'autoriser la colonisation de leurs terres et de leur faire payer l'impôt, soulève les Mayas et les Yaquis du Sonora. Il proclame l'union des tribus du nord et met en place un gouvernement indigène dont il va être le chef jusqu'en 1832. Vaincu près de Buenavista en 1833, il sera par la suite exécuté la même année.

Le 02 février 1834, les curés Carlos Tapistero et Epigmenio de la Piedra, face à l'instabilité chronique dans le pays, rassemblent à Ecatzingo les chefs indigènes de la région et tentent de mettre en place un régime monarchique inspiré du modèle aztèque. Découvert, le complot de Ecatzingo fut réprimé et ses instigateurs fusillés. En 1836, face aux revendications de souveraineté territoriale indigène ou du moins d'autonomie de leurs institutions qui mettent en péril l'unité de l'État, le gouvernement mexicain décide d'abroger la constitution fédéraliste. De nouvelles lois organiques sont adoptées. Au lieu d'une plus grande autonomie comme souhaitée par les indiens, les nouvelles dispositions constitutionnelles transforment les États en de simples départements. Le remède jugé pire que le mal entraîne de nouvelles crises.

En 1848, Cecilio Chi et Jacinto Pot, profitent de l'intervention nord-américaine au Mexique pour déclencher une insurrection générale dans la région maya et proclamer la République séparatiste yucatèque. L'insurrection est écrasée la même année et les Mayas sont déportés par dizaines de milliers à Cuba pour travailler de longues années dans les plantations de canne à sucre avant d'être autorisés à se réinstaller sur leurs terres. Le 14 mai 1849, Eleutorio Quiroz lance à Rio Verde, un manifeste en faveur de l'ancienne constitution, de la réforme administrative et de la répartition des terres. Avec ses troupes, Quiroz prend le maquis dans la Sierra Gorda. Le soulèvement s'étend aux régions de Guanajuato et de Querétaro, et trouve un écho dans le Tamaulipas,

le Michoacan et Puebla. Quiroz est arrêté et mis à mort en décembre 1849. L'année suivante, Juan Alvarez, un indien du Sud, lève une armée et prend possession de la région de Guerrero. En 1854, dans son plan d'Ayutla, il préconise le retour à un système décentralisé. Les principes de sa constitution fédéraliste sont adoptés en 1857 par Juarez, après qu'il se soit emparé de la capitale. Les troubles vont se poursuivre jusqu'à l'arrivée de Porfirio Diaz au pouvoir. Sous son régime, l'insurrection des Etats septentrionaux se rallume en 1885. Cette fois-ci les Yaquis et les Mayas sont conduits par Cajemé, puis, à sa mort en 1887, par son premier lieutenant, Tetabiate, qui résiste longtemps avec succès aux forces fédérales. Le gouvernement offre deux cents pesos pour chaque Indien abattu dans le Sonora, le Chihuahua et le Durango. En 1907, Mayas et Yaquis sont définitivement vaincus. Par tribus entières, ils sont déportés dans le centre et dans le sud du pays, où ils disparaîtront progressivement. Les minorités indigènes ont été le principal facteur d'instabilité politique au Mexique au XIXe siècle. Des régimes et gouvernements se sont faits et défaits au gré des soulèvements indiens. Comme le disait Favre :

Les Indiens qui ne participaient pas à l'embryon de vie nationale, n'avaient rien à perdre mais tout à gagner en provoquant l'échec ou en hâtant la chute d'un pouvoir dont ils ne reconnaissaient pas la légitimité.

Favre (1961, p.442)

À cette première cause d'instabilité s'ajoute l'antagonisme entre créoles et métis. Il s'agissait pour les métis, nouveaux riches, de disputer aux créoles, véritables vainqueurs des espagnols et réels bénéficiaires de l'indépendance, leurs privilèges. Ces deux classes en compétition, pour défendre leurs intérêts ou imposer leur loi, vont exploiter les insatisfactions, rancœurs et frustrations des communautés indiennes. Ainsi, elles vont canaliser, au profit de leur cause, les insurrections indigènes. C'est dans ce contexte d'instabilité chronique qu'intervient la guerre contre les États-Unis en 1846. Évidemment, la guerre d'un Mexique qui n'était que l'ombre de lui-même, contre l'oncle Sam, va très vite tourner à l'avantage du grand voisin et conduire à la perte de plus de la moitié du territoire. Avec l'intervention étatsunienne au Mexique, vont s'internationaliser ces guerres de « couleurs » ou de « races ». En 1861, la France intervient au Mexique et instaure le second empire. L'objectif affiché est de se débarrasser de Benito Juarez, un indien zapotèque au pouvoir, rendre à la race latine sa force et son prestige en la défendant du péril américain (De Larrinaga, 1976 : 195). En effet, il était question, face à la montée en puissance des États-Unis, d'appréhender, sous l'impulsion de la France, les relations internationales dans une perspective manichéenne, en opposant la race latine à l'anglo-saxonne. Ces crises à répétition de l'État mexicain sont celle d'une construction nationale à rebours où la coupure sociale est constamment hantée par les différences de couleurs (Pimentel, 1903, p.120). Elles ont perduré jusqu'à l'arrivée de Porfirio Diaz au pouvoir en 1886.

Avec le « porfiriat », un régime fondé sur le positivisme, c'est-à-dire l'ordre et le progrès, le pays parvient, au forceps, à la stabilité. Cependant, ce libéralisme porfirien, par son caractère extraverti, va accroître le nombre de laissés pour compte, entraînant le Mexique dans une révolution en 1910. À partir de cette date, les valeurs politiques et l'histoire séculaire ayant été insuffisantes pour donner de la substance à la nation, on a de nouveau recours à la race (Rivera Aguilar, 2004, p.90). L'imaginaire de la nation homogène va donc se construire autour d'une unité raciale: le métis. Dans cet exemple type de mexicain, devait se « dissoudre » l'indien. Le métissage, désormais idéologie officielle, devient la stratégie de « mexicanisation » des peuples autochtones. Dès lors, le terme « indigène » remplace celui d'« indien ». Comme le métissage, l'indigénisme devient une doctrine officielle de l'État. La synthèse de ces deux mythes amène à définir la patrie mexicaine avec un passé indien, un présent métis et un avenir civilisé, c'est-à-dire blanche (Rivera Aguilar, 2002 :35). Pendant 71 ans, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), a été le symbole d'une révolution institutionnalisée qui, au fil des ans, va se vider de son sens. En 2000, 56% des mexicains interrogés pensaient que les principes de la révolution n'étaient plus en vigueur (Rivera Aguilar, 2002, p.32). Dans la même année, un autre sondage montrait que seulement 7% des mexicains se considéraient encore comme métis (Rivera Aguilar, 2002, p.34).

Ces sondages traduisent l'entrée en crise d'une autre fiction nationale : celle du métissage. Une crise visible à travers la montée des revendications ethniques. En 1993, naît l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). En avril 1995, l'ANIPA (*Asemblea Nacional Indígena Plural por la Autonomía*), un autre mouvement indigène, fait son apparition dans le paysage politique en organisant sa première assemblée. Parallèlement aux mouvements indigènes, réapparaissent des mouvements afromexicains ou afrodescendants comme *México negro*, *Alianza para el Fortalecimiento de las Regiones Indígenas y Comunidades afromexicanas* (AFRICA), *Enlace de Pueblos*, *Organizaciones y Comunidades Autónomas* (EPOCA), etc., après plus d'un siècle d'invisibilisation. En 1992, une réforme constitutionnelle, adoptée sous le président Carlos Salinas, reconnaît dans son article 4, la composition pluriculturelle de la nation, enracinée dans les populations indiennes, mettant ainsi officiellement fin à la politique de métissage. Cette réparation symbolique de la part de l'État intervient dans un contexte de transformation politique du Mexique.

3/ L'intérêt d'une identité ethnico-raciale « nouvelle » au Mexique

Au Mexique, les solutions proposées à l'existence multiethnique et raciale se sont avérées problématiques, que ce soit le libéralisme, le positivisme ou l'idéologie du métissage. La remise en question de toutes ces politiques est à mettre en rapport avec leur caractère « ethnocratique ». En effet, au Mexique, la distribution du pouvoir s'est faite en fonction de la stratification ethnique et sociale. Selon cette hiérarchisation, les espagnols avaient le pouvoir politique à l'époque coloniale. Après l'indépendance, ce fut le tour des créoles. L'État métis naît avec la révolution en 1910. Cette « pigmentocratie » était fondée sur des facteurs déterminants tels que la démographie, le pouvoir économique et intellectuel. Ainsi, les classifications raciales et ethniques vont basculer d'une

époque à l'autre, conformément aux rythmes des mutations sociales et politiques. De 1521 à 1821, les *gachupines* seront les yeux et les oreilles de la Couronne. Cette position leur valut l'octroi d'un certain nombre de privilèges. Cela a suscité le ressentiment des créoles qui jugeaient injuste qu'ils ne pussent pas bénéficier des mêmes privilèges que les péninsulaires, simplement parce qu'ils sont nés en Amérique. Cet antagonisme entre créoles et péninsulaires, avait aussi lieu entre pères/mères et fils/filles. A ce sujet, Gemelli disait: « La haine que ces gens-là (les créoles) nous portent est si grande, qu'elle s'étend jusqu'à leur père et leur mère, quand ils sont d'Europe" (Gemelli, 1968). De cette forte répugnance pour les péninsulaires va se nourrir le patriotisme en Nouvelle Espagne.

Une fois au pouvoir, ce patriotisme créole fondé sur des mythes mexicains tels que la Vierge de Guadalupe et Quetzalcóatl, dieu civilisateur et évangéliste, s'estompe. Ils vont de ce fait perdre leur caractère politique et capacité à faire sentir l'organisation étatique. Les créoles adoptent même les valeurs européennes. Pis ils se replient sur eux-mêmes, formant ainsi un cercle très fermé dans lequel ils restent soudés les uns aux autres dans la défense de leurs privilèges. Ce qui a amené Molina à dire que l'élimination des créoles en tant que race présuppose leur destruction en tant que classe (Molina, 1964, p. 230). Cette pensée fut à l'origine de la révolution de 1910 qui a à nouveau éjecté les créoles du pouvoir après les exceptions de Vicente Guerrero, un zambo, et de Benito Juarez, un indien zapotèque. Cependant, malgré qu'ils soient déplacés du pouvoir politique, les créoles vont conserver l'essentiel du pouvoir économique grâce auquel ils sont susceptibles d'exercer des pressions considérables sur l'ensemble du corps social.

Avec la révolution, le métis devient le prototype de la future race mexicaine. Cette race s'impose non pas par le pouvoir économique, mais par son poids démographique au moment de la révolution et pour ce qu'elle est réellement : une race mêlée dans laquelle sont supposées se reconnaître toutes les autres. Sur cette perception totalisante du destin commun, se fonde l'idéologie officielle du métissage. Face à celle-ci, l'indigénisme résume la politique post-révolutionnaire de résolution du problème de l'indien ou son intégration à la race métisse. Ce retour à l'ethnie ou à la race traduit tout comme la révolution elle-même, l'échec criard des politiques post-indépendances. Cette révolution eut un goût d'inachevé en ce sens qu'elle fut supplantée par la contre révolution. Cette dernière décide de l'institutionnaliser à partir de 1929, en créant le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) qui, à défaut d'être un parti unique, devient le parti hégémonique au Mexique. Dans ce nouveau système politique, la démocratie ne constitue pas en un libre jeu entre plusieurs partis politiques qui se disputent le vote des électeurs pour obtenir le pouvoir, mais l'existence de plusieurs partis dont un seul d'entre eux domine. Sur cette démocratie politique est copiée celle de la race. Quand bien même la révolution reconnaît implicitement l'existence de différentes races, une seulement domine : la métisse.

Au plan politique, le pays connaît pendant plusieurs décennies la stabilité grâce au PRI, parti dont le président détenait l'essentiel du pouvoir

politique et dont le maintien à la tête de l'Etat se faisait par l'entretien de l'espoir révolutionnaire. Cela s'est fait d'un côté par la définition d'un nouveau rapport entre l'indianité et la nationalité et de l'autre, par la réforme agraire. Le premier s'est traduit par la création de plusieurs institutions indigénistes entre 1934 et 1982. Le second a quant à lui permis de redistribuer des terres cultivables. De Venustiano Carranza (1915-1920) à Adolfo Lopez Mateos (1958-1962), au total, 48.162.000 hectares furent redistribués (Faure Michel, 1994). Cette politique stabilisatrice va s'essouffler avec la crise économique mexicaine de 1982. Le régime accoutumé aux crises politiques n'y était pas préparé. L'Etat s'est donc vu obligé à redéfinir ses intérêts fondamentaux et à les préserver en fonction de la nouvelle donne économique et politique.

Au cours de cette période, on assiste à un délitement du modèle de la révolution mexicaine. Les compromis corporatistes sont remis en cause. On révisé l'article 27 de la Constitution qui réglementait la répartition agraire et la forme d'organisation des "ejidos" et qui a été la clé de voûte du contrôle politique des paysans et communautés indigènes par le régime. Cette rupture dans l'orientation politique post-révolutionnaire a donné lieu à une redéfinition publique de l'identité ethnique et contribué à lui conférer de nouveaux sens politiques. Dans cette perspective, l'insurrection néo-zapatiste le 1^{er} Janvier 1994, marque la fin de la révolution sous sa forme institutionnelle. Dès lors commence une autre : la révolution démocratique. Les attentes étaient nombreuses comme toujours. Il s'agit de passer d'une démocratie à parti hégémonique à une autre fondée désormais sur un libre jeu de partis politiques. Comme lors de la révolution institutionnelle, de la nouvelle orientation de la démocratie politique des années 1980, va être inspirée la démocratie raciale.

À partir de la décennie 1980-1990, les conceptions politiques nationales homogénéisatrices du XIX^e et XX^e siècle, fondées sur l'unité à la fois culturelle et raciale, héritées de la colonisation vont s'essouffler. Elles vont donc être remplacées par celles du multiculturalisme, c'est-à-dire les politiques de reconnaissance et de gestion des différences (Taylor, 1992 et Kymlicka 1996). Le succès de ces politiques de lutte contre les discriminations ont amené des pays comme le Brésil, le Nicaragua, la Colombie, le Pérou, la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela à modifier leurs constitutions en vue de leur reconnaissance politico-institutionnelle (Gros, 2000 ; Wade, 200). Au Mexique, la réforme saliniste de 1992 répond à cette nouvelle donne politique. Le changement n'a pas seulement été d'ordre constitutionnel ; il va aussi modifier le discours sur l'indigénisme. Désormais, il ne s'agit plus d'« intégrer» les indigènes mais de les « reconnaître ». Ce processus de décolonisation des rapports politiques d'une manière générale en Amérique latine et en particulier au Mexique depuis le début des années 1990, entraîne la définition de nouvelles problématiques et de nouveaux programmes d'actions en faveur du respect de la diversité.

En 2001, la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle a offert un cadre formel au multiculturalisme. À travers cette idéologie qui a pris l'ascendant dans le contexte politique international, il est dorénavant question de mettre en dialogue les richesses culturelles et de promouvoir la diversité culturelle. L'heure n'est donc plus à l'ethnicsations

qui affirme la toute-puissance du dominant, mais à « un monde où il y a de la place pour tous les mondes » (*Comité Clandestino Revolucionario Indígena-Comandancia General del Ejército Zapatista de Liberación Nacional*, enero de 1996). Un tel monde ne peut se bâtir qu'autour d'un projet national capable d'unir et de mouvoir les volontés diverses et dispersées des populations afin d'amener chacun à apporter sa pierre à l'édifice commun. La diversité doit être un levier de développement car : « la multiplicité des points de vue permet de reformuler un problème ardu et de le simplifier » (Scott, 2008). Cela n'est possible que si elle est acceptée et avec elle, l'idée qu'un autre que soi puisse avoir la meilleure solution. Accepter cette diversité, c'est rechercher l'avenir dans la dynamique de la pensée et de la vision plurielle du monde.

Conclusion

Au Mexique, les politiques de construction nationale ont tourné autour de la question raciale. Elles ont été marquées par un va-et-vient entre une société « déracialisée » ou « de classes » et une société « racialisée ». Au centre de toutes ces politiques, l'intégration des autres races à la race hispanique ou blanche. Le positionnement des peuples indigènes a donc été fonction du type de nation dont le Mexique a voulu se doter. Le rapport de ces peuples à l'État et à la nation a varié de la « participation intéressée » à la « non-participation », voire à la tentative de « sécession », entraînant régulièrement des changements dans les stratégies politiques et sociales. Après les années PRI, à l'indigénisme, idéologie intégrationniste du régime, s'est substitué l'indianisme. Avec cette idéologie qui traduit le retour de l'indien dans un contexte international dominé par le multiculturalisme, il ne sera plus question d'intégration mais de la reconnaissance de l'indien. Tout ceci intervient à un moment de transformation et de transition politique, c'est-à-dire à une période où prend fin l'ancien régime et apparaît progressivement le nouveau. Avec la fin du régime précédent, l'ethnicité ou la racialité cesse officiellement d'être le facteur de dynamisation de la compétition dans un contexte de pluralisation du jeu politique. L'enjeu de cette « démocratisation » est la redéfinition du rapport entre les « minorités » ethnico-raciales et gouvernement mexicain.

Références bibliographiques :

- Aguilar Rivera, J. A. (2004). *El sonido y la furia. La persuasión multicultural en México y Estados Unidos*, Santillana, México
- Aguilar Rivera, J. A. (2002). Rêves d'unité nationale. *Etudes rurales*, 25-44.
- AKUAVI, A. (2009). Le droit étatique mexicain et les populations indigènes : fonction de reconnaissance ou fonction d'intégration. *Droit et cultures*. [En ligne], consultable sur URL : <http://journals.openedition.org/droitcultures/187>
- Ceceña Alvarez, R. (2012). *L'inventio de la Nouvelle Espagne. Rhétorique et domination territoriale du Nouveau Monde*. *Astérion*. En ligne sur : <http://journals.openedition.org/asterion/2263> Consulté le 22 juin 2018

- De Larrinaga, J. A. (1976). L'intervention française au Mexique vue par les principaux journaux canadiens-français du Québec (1861-1867), Université d'Ottawa Ottawa, Canada
- Ejército Zapatista de Liberación Nacional (1996). Cuarta declaración de la selva lacandona. *Enlace zapatista*, México
- Favre, H. (1994). Race et nation au Mexique. De l'indépendance à la révolution. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 49^e année, (4), 951-976
- Favre, H. (1961). La question indienne au Mexique. *Politique étrangère*, (5-6), 26^e année, 437-459
- Faure Michel. (18/08/1994). Mexique: la révolution démocratique. *L'Espresso*, En ligne sur : https://www.lexpress.fr/informations/mexique-la-revolution-democratique_599171.html
- Gemelli Careri, G. (1968). Le Mexique à la fin du XVIIIe s. vu par un voyageur italien, Prés. J. P. Berthe, Calmann-Lévy
- Gros, C. (2000). Políticas de la etnicidad: identidad, estado y modernidad, ICANH, Bogotá
- Hoffmann, O. (2011). Les rythmes de l'altérité au Mexique (XVIIIe-XXIe siècles). *Revue européenne des migrations internationales*, (27)1, 17-30
- Kymlicka, W. (1996). Ciudadanía multicultural. Una teoría liberal de los derechos de las minorías, Paidós, Barcelona
- Lalekou, K. L. (2017). El laberinto de la invisibilidad negra en México. *ANYASA*, 137-151
- Lara, G. (2011). La construction de l'altérité dans l'espace noir atlantique : États-Unis - France - Caraïbes - Amérique latine. *Revue européenne des migrations internationales*, (27), 1, 89-106
- Towa, M. (1971). Essai sur la problématique philosophique dans l'Afrique actuelle, Édition Clé, Yaoundé
- Memmi, A. (1994) Définitions. *Le Racisme*, Gallimard, Paris, 103-133.
- Molina Enríquez, A. (1964). Los grandes problemas nacionales 1909, INJM, México, 230 287-291
- Mora José, M. L. (1837). Obras sueltas. Librería de rosa, Paris
- Pimentel, F. (1903). Memoria sobre las cosas que han originado la situación actual de la raza indígena (1864). Obras completas. Tip. Económica, México, t.3
- Saldaña, J.J. (2012). La révolution d'Indépendance et la naissance d'une politique scientifique au Mexique Parlement[s], *Revue d'histoire politique*, (18), L'Harmattan
- Scott, P. (2008). De nouvelles façons de voir et de penser. *Journal USA*, (13)2. [En ligne] consulté 07 septembre 2010 sur URL : <http://www.america.gov/publications/ejournals.html>
- Solórzano Pereira, J. D. (1979). Política indiana, édit. fac-similé, Mexico, Secretaría de Programación y Presupuesto
- Viqueira, J. P. (2010). Reflexiones contra la noción histórica de mestizaje. *Nexos*.

Wade, P. (2000). Raza y etnicidad en Latinoamérica. Ediciones ABYA-Yala, Quito-Ecuador

Zea, L. (1977). Amérique Latine: immense mosaïque de cultures. *Le Courrier*